

LE MANIFESTE DE VALLIÈRE...

Le 26ème Congrès de la C.G.T constate que le sort des masses laborieuses a considérablement empiré depuis 1936.

Le Congrès de la C.G.T. constate:

- Que depuis la libération, le patronat a accru considérablement ses profits;

- Que les gouvernements successifs ont constamment capitulé devant les manœuvres des trusts contre le niveau de vie des travailleurs, 18 mois après la foi des pillages nazis et des destructions de guerre, bien que les travailleurs français aient, pour leur part, satisfait au mot d'ordre confédéral «produire», leur sort n'a pas cessé d'empirer et menace de s'aggraver encore.

Le Congrès manifeste sa volonté de mener la lutte pour arracher le déblocage des salaires, afin de mettre un terme à l'abaissement continu du niveau de vie des travailleurs.

En conséquence, la C.G.T. revendique:

1- La révision des salaires et l'octroi d'un salaire minimum de base, évalué à 39fr.10 de l'heure ou à 6.800fr. par mois pour 40 heures de travail par semaine;

2- L'ajustement automatique des salaires au coût de la vie. Les indices des prix devraient être établis mensuellement sous le contrôle syndical;

3- Le contrôle ouvrier par les C.E. des prix et des bénéfices patronaux, et par conséquence l'ouverture des livres de compte et l'abolition du secret commercial;

4- Le soutien effectif des revendications formulées par les vieux travailleurs, les jeunes, les femmes, les anciens prisonniers et déportés;

5- La suppression totale de l'inique impôt cédulaire;

6- L'amélioration du système de sécurité sociale, le développement de la production ne peut se faire aux dépens de la santé des travailleurs.

MOYENS D'ACTION

Pour réaliser ce programme revendicatif, les travailleurs organisés doivent compter avant tout sur leur action propre. La C.G.T. emploiera les moyens d'action directe dont elle dispose, y compris la grève, qui reste l'arme la plus efficace entre les mains des travailleurs pour faire aboutir leurs légitimes revendications, pour résister à l'offensive des trusts et la briser.

La C.G.T. proclame que la reprise de l'économie n'est pas une affaire de rendement individuel et d'augmentation du temps de travail, mais avant tout un problème d'organisation et de lutte contre le patronat:

1- Expropriation sous contrôle ouvrier, des industries et nationalisation du crédit et des assurances sans indemnité ni rachat, sauf pour les petits actionnaires;

2- Extension du pouvoir de contrôle des délégués des salariés dans les comités d'entreprise par:

- Le contrôle de l'établissement des prix de revient;
- Le contrôle effectif de la production, de l'emploi qui en est fait, des commandes, de l'embauche et de la comptabilité;

3- Remise en vigueur et amélioration des conventions collectives;

4- Orientation de la production et son accroissement vers les œuvres de paix et de première nécessité;

5- Conférence syndicale de production par branches industrielles et entre les branches de production à l'échelon local, départemental et national, réunissant les délégués des entreprises, munis de tout pouvoir afin de dresser un état des stocks, de normaliser et rationaliser la production, de coordonner l'activité des comités d'entreprises;

6- Prélèvement sur la fortune acquise et confiscation des bénéfices de guerre;

7- Soutien et développement des coopératives de production, d'achat et de vente dans le milieu artisanal et particulièrement dans l'agriculture, en collaboration avec la C.G.A.

Seule, une action résolue et hardie de la C.G.T permettra de faire entrer ce programme dans les faits.

La F.S.M. doit dénoncer les illusions que veulent créer les agents des impérialismes dans la possibilité de garantir la paix par la constitution de blocs. La F.S.M. doit s'élever contre toute diplomatie secrète, répudier et combattre toutes les propagandes chauvines et nationalistes et déclarer que le régime capitaliste est incapable d'organiser la paix, d'une façon durable.

C'est sur un tel programme que les 200 congressistes appellent tous les travailleurs à manifester le 1^{er} mai 1946.
